

Réseaux de Prolifération : entre Sopranos et Supermarché ?

Guillaume Schlumberger & Bruno Gruselle

(31 juillet 2006)

En matière de lutte contre la prolifération, l'un des succès de la dernière décennie a été le renforcement, par les pays occidentaux, des outils de contrôle des exportations de biens et de technologies destinés à la mise au point d'armes de destruction massive.

Ces nouvelles contraintes ont vraisemblablement conduit à l'apparition d'une véritable économie de la prolifération, en partie souterraine, structurée autour des contacts entre réseaux d'acquisition et de vente, cherchant à exploiter les failles des systèmes de contrôle existants pour obtenir les biens et technologies convoités.

Ce phénomène est d'autant plus inquiétant, que le niveau de compétence technique atteint par certains fournisseurs est suffisamment élevé pour garantir à ses clients un produit fonctionnel répondant à sa demande. Au-delà de l'exploitation systématique des vulnérabilités des systèmes de contrôle des exportations, la capacité de ces réseaux de fournisseurs à conduire leurs opérations se trouve par ailleurs renforcée par l'accessibilité des technologies et la mondialisation du marché et des outils financiers.

Cet article, premier d'une série de deux, explore le fonctionnement de ces réseaux de prolifération. Alors que le second sera consacré à une analyse des outils qui peuvent être mis en place ou existent déjà pour y faire face.

Un phénomène bien réel

L'interception du navire allemand BBC China en octobre 2003, et la découverte de plusieurs dizaines d'éléments de centrifugeuses à destination de la Libye, ont permis de dévoiler l'existence d'un réseau de trafic d'armes nucléaires de grande ampleur fondé par le Dr Abdul Kader Khan, considéré comme le père de la bombe nucléaire pakistanaise.

D'autres réseaux de prolifération, comme celui qui a conduit le transfert de missiles Kh-65 à l'Iran et à la République Populaire de Chine, s'apparentent davantage à des entreprises criminelles « classiques » s'appuyant sur les faiblesses des systèmes de contrôle nationaux.

Les travaux réalisés par l'*Iraqi Survey Group* démontent celui que l'Irak de Saddam Hussein avait mis en place pour contourner l'embargo et acquérir à l'étranger des biens destinés à des programmes prohibés. De même, les activités mafieuses du régime nord-coréen incluent la fourniture de technologies proliférantes à des clients comme l'Iran, le Pakistan ou encore la Syrie.

En mettant fin à la fructueuse coopération entre le régime de Pyongyang et la *Banco Delta Asia*, établie à Macao¹, les services du Trésor américain ont mis à jour la complexité de ces réseaux de fournisseurs dont une partie des activités s'appuie sur des opérations financières ou commerciales licites.

Produits d'une longue maturation systémique, les réseaux de prolifération empruntent aujourd'hui leurs méthodes aux organisations criminelles de façon à échapper à une surveillance croissante des échanges matériels, immatériels et financiers mondiaux. Entre Sopranos et Supermarchés, la réalité de ces organisations correspond encore toutefois à des systèmes qui exploitent des moyens étatiques plus vastes et plus structurés.

Vers une description systémique des réseaux de prolifération

Pour tenter d'y voir plus clair dans l'enchevêtrement des réseaux, il apparaît essentiel de s'attacher à différencier rapidement les systèmes existants. Il s'agit en définitive, de trouver les points communs et les différences entre le système d'acquisition mis en place par l'Irak de Saddam Hussein, le réseau de fournisseur de Khan ou encore l'outil nord-coréen.

Premier constat, les réseaux peuvent être spécialisés dans la fourniture ou dans l'acquisition de matériel, de composants ou de savoir-faire. Cette « spécialisation » influence directement l'organisation et les méthodes employées dans la mesure où les réseaux d'acquisition ont la tâche de spécifier techniquement leur besoin et de vérifier l'adéquation entre les produits proposés et celui-ci, alors qu'un réseau de fournisseurs va répondre au besoin, plus ou moins clairement exprimé, par son client. Cette caractérisation semble théorique, puisque certaines organisations peuvent être amenées à conduire les deux types d'activités – comme c'est le cas de Khan ou de la Corée du Nord. Pour autant, elle est pertinente du fait de ses conséquences organiques et structurelles. Ainsi, il faut considérer que le réseau Khan développe deux organisations distinctes selon qu'il est amené à vendre ou à fournir de la technologie nucléaire. En

¹ East Asia Intel, "N. Korea now channelling overseas cash via Austria after U.S. sanctions on Macau bank", 21 décembre 2005.

poussant le raisonnement un peu plus loin, chaque opération fait appel à des cellules différentes même si certaines d'entre elles servent à plusieurs voire à toutes².

Par ailleurs, la taille et la configuration des différents réseaux de prolifération diffèrent fortement. Ainsi, le réseau irakien fait intervenir plusieurs organismes, intermédiaires ou sociétés écrans, ce qui pose des difficultés de coordination mais rend paradoxalement cette organisation plus stable. A l'inverse, le réseau Khan ne paraît pas extrêmement étendu et seules quelques personnes sont chargées des fonctions clefs. Ce type de structure souffre *a priori* d'une centralisation qui la rend vulnérable à des perturbations extérieures.

Pour autant, malgré ces différences, les réseaux de prolifération partagent des points communs en particulier en termes de fonctionnement. D'une part, ils reposent tous sur l'utilisation d'intervenants qui sont chargés d'effectuer les tâches d'approche des fournisseurs, d'acquisition et de gestion des flux. Ces intervenants, s'ils sont partie intégrante du réseau, n'ont en revanche pas de rôles décisionnaires mais uniquement organique. Dans le cas du réseau Khan, suivant les affaires traitées, d'autres consultants ont été amenés à intervenir au profit du réseau : soit pour établir des sociétés écrans, soit pour fournir du matériel, soit encore pour mener à bien une opération particulière. C'est le cas de Peter Griffin, d'abord pressenti pour prendre en charge les travaux de SCOPE au profit du client libyen puis écarté au profit de Urs Tinner.

Le financement des réseaux de prolifération

Mais c'est en termes de financement que la plupart des réseaux partagent des modes de fonctionnements communs. En effet, on retrouve dans tous les cas connus deux méthodes similaires :

- Les mouvements de devises : les opérations internes au réseau s'effectuent le plus souvent en liquide de façon à échapper à une éventuelle surveillance du réseau SWIFT³. Cependant, les règlements de transactions commerciales en numéraire étant souvent limités à de faibles montants, ce type de méthode ne permet pas aux intermédiaires de payer les fournisseurs légaux. Dès lors, au vu de la taille des flux financiers générés (en millions de dollars⁴), ce marché ne peut s'organiser uniquement par des transferts en devises.

² Khan lui-même ou encore certains de ses associés au sein des Khan Research Laboratory interviennent dans toutes les opérations du réseau.

³ En effet, l'automatisation des virements bancaires a conduit à la mise en place d'un réseau sécurisé international opéré par la société SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*) qui connecte 7800 institutions financières dans 202 pays.

⁴ Le montant qui aurait été généré par le réseau Khan serait d'environ 100 millions de dollars.

- Le blanchiment d'argent : en réalité il s'agit de réintroduire les devises gérées par le réseau dans le système bancaire de façon à pouvoir régler la partie légale des transactions (paiement de fournisseurs). L'utilisation de banques « complices », voire, comme ce fut le cas pour le réseau irakien de filiales implantées à l'étranger, fournit la meilleure sécurité pour ce type d'opération.

Dans certains cas, l'utilisation des moyens diplomatiques pour l'acheminement d'une partie des fonds du réseau vers les pays où sont implantés les fournisseurs ou les intermédiaires fait également partie des moyens utilisés. Ce fut en particulier le cas du réseau irakien, pour lequel les services de sécurité étaient chargés de cette tâche, tout comme d'ailleurs le rapatriement par les mêmes voies de certains biens ou composants achetés à l'étranger.

Quelques perspectives sur les forces et les faiblesses des réseaux de prolifération

Juger de l'efficacité des réseaux de prolifération relève d'un exercice difficile, tant les informations disponibles sont parcellaires. Toutefois, il paraît possible de définir quelques critères permettant de cerner ses forces et faiblesses. Il s'agit en particulier de déterminer si le réseau concerné est discret, s'il est efficace techniquement et dans quelle mesure il est capable de continuer à fonctionner si l'un de ses nœuds est neutralisé.

En première analyse, plusieurs facteurs jouent sur ces critères, en particulier la taille du réseau ou encore la concentration des fonctions. Ainsi, on peut s'interroger sur l'importance de l'effet obtenu par les États-Unis en mettant un terme à la coopération entre la *Banco Delta Asia* et Pyongyang. Tout porte à croire que cette banque jouait un rôle suffisamment central dans le dispositif financier des réseaux nord-coréens – outre celui relatif à la prolifération, ceux gérant les divers trafics illégaux notamment de fausse devise – pour que l'action américaine produise un effet ponctuel important sur leur fonctionnement.

Toutefois, il faut exclure la possibilité qu'une telle action puisse avoir des conséquences définitives sur l'existence de l'organisation nord-coréenne, même si cette dernière devra sans doute se restructurer pour reprendre ses opérations. S'agissant d'activités essentielles pour la stabilité du régime de Pyongyang, un tel événement ne devrait pas convaincre Kim Jong Il d'y mettre un terme.

*

* *

La mise à jour depuis la fin des années 1990 de plusieurs réseaux structurés de prolifération illustre le développement d'une activité à la fois marchande pour les fournisseurs mais également devenue essentielle pour les pays cherchant à acquérir des armes de destruction massive malgré la

mise en place de mesures de contrôle de plus en plus efficaces par les pays occidentaux.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que ces réseaux existent également pour générer des revenus. A ce titre, la privatisation d'activités étatiques au profit d'individus, comme cela semble avoir été le cas du réseau Khan, constitue l'un des phénomènes les plus inquiétants en termes de prolifération.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

<http://www.frstrategie.org>

Guillaume Schlumberger, directeur
g.schlumberger@frstrategie.org

Bruno Gruselle, chargé de recherche
b.gruselle@frstrategie.org